



EN GRÈVE
LE 8 MARS



Pour l'égalité salariale, on ne lâchera pas !

Parce que l'Égalité doit devenir enfin une réalité, le **8 mars** prochain, la FSU appelle les personnels à se mobiliser et à participer aux actions organisées dans les territoires sous toutes ces formes (grèves, rassemblements, manifestations, débrayages).

Ensemble, mobilisons-nous pour forcer ce gouvernement à prendre enfin des mesures ambitieuses et concrètes pour l'égalité professionnelle et contre les violences sexistes et sexuelles !

**Pour la journée internationale de lutttes pour les droits des femmes :
on ne lâchera pas !**

Le **8 mars**, les femmes se mobilisent partout dans le monde pour faire progresser leurs droits et les rendre effectifs. Ces dernières années, des mobilisations exemplaires ont eu lieu et ont fait bouger les lignes. Mais nombreux aussi sont les gouvernements et les employeurs qui refusent de mettre en œuvre des politiques en faveur de l'égalité. Pire, certains pays ont vu l'arrivée au pouvoir de régimes autoritaires et réactionnaires : la FSU exprime particulièrement sa **solidarité internationale** aux femmes afghanes dont les droits sont actuellement réduits à quasi néant et qui continuent d'organiser la résistance au péril de leur vie.

**Pour l'égalité salariale et professionnelle :
on ne lâchera pas !**

Les femmes représentent **63% des personnels** de la Fonction publique. Majoritaires parmi les bas salaires (70% d'entre elles sont sur les 10% des emplois les moins rémunérés), elles sont aussi cantonnées sur des **métiers** très **stéréotypés** (soin, service à la personne, éducation, agente technique de nettoyage, secteur du travail social...).

À la retraite, elles continuent de subir de fortes injustices concernant leurs **pensions** qui, hors réversion, restent **40% inférieures** à celle des agents.

Ces inégalités salariales rapportées à une journée de travail pointent qu'elles travaillent gratuitement tous les jours à partir de **15h40**.

Dans le contexte d'inflation galopante, sans mesure générale et spécifique, les agentes comme les retraitées seront donc plus pénalisées.

La FSU exige :

- 👉 le dégel de la valeur du point d'indice ainsi qu'un **plan d'urgence** pour des mesures de revalorisation salariale, de carrière et de rattrapage du pouvoir d'achat.
- 👉 une politique de **fiscalité plus juste**, ainsi qu'une meilleure répartition des richesses.

Pour la Fonction publique :
on ne lâchera pas !

Les agentes de la Fonction publique ont elles aussi été en première ligne depuis le début de la pandémie. Majoritaires dans les **métiers à forte utilité sociale**, leur rôle, travail et missions ont été et restent essentiels à la continuité des services publics et, au-delà, au fonctionnement de la société.

Et pourtant :

- 👉 Quasi aucune revalorisation salariale
- 👉 Aucune amélioration de leurs perspectives de carrière ni de leurs conditions de travail !
- 👉 La loi de transformation de la Fonction publique a accentué leur précarité en favorisant le recours aux contractuel-les. Alors que les services publics jouent un rôle majeur de cohésion sociale et sont déterminants pour l'émancipation des femmes, la destruction programmée de la Fonction publique par cette loi est inacceptable.



Pour la FSU, l'égalité doit se concrétiser. Les services publics doivent être renforcés par des mesures qui consolident les droits et les missions de toutes et tous.

Pour des accords ambitieux en faveur de l'égalité professionnelle :
on ne lâchera pas !

La FSU a participé activement aux **accords égalité professionnelle** entre les femmes et les hommes dans la Fonction publique signés en 2018.

Ces accords et les plans d'action qui en découlent sont quasiment finalisés. Mais les employeurs publics refusent le financement des dispositifs et outils nécessaires. Alors que l'égalité était scandée comme une **grande cause nationale**, le manque de volonté politique est manifeste ! Pour faire enfin de l'Égalité une réalité, les politiques publiques doivent être repensées et les budgets revalorisés.

Ce que nous avons obtenu :



- l'abrogation du jour de carence pour les femmes en situation de grossesse
- la fin des blocages de carrières des agentes en congés parental

La FSU exige :

☞ du ministère de la Fonction publique et de tous les employeurs publics de s'engager concrètement pour des mesures permettant de **gommer les effets négatifs sur la rémunération des femmes** : déroulement de carrière, part variable de la rémunération, ségrégation professionnelle, temps de travail...

☞ de **relever le niveau des salaires et des pensions** et rappelle la nécessité de trouver des sources de financement supplémentaire pour garantir la pérennité du système de retraite.

Pour le droit à l'IVG :
on ne lâchera pas !

Le droit à l'avortement est remis en cause dans de nombreux pays par la montée de régimes conservateurs et réactionnaires, comme au Texas ou en Pologne. Une conservatrice anti-IVG a même été élue présidente du parlement européen. En France, de nombreuses femmes peinent à exercer ce droit, **3 femmes sur 10** se retrouvent hors délai du fait des **180 fermetures de centres IVG** depuis 2010.

Pour la FSU, la proposition de loi permettant l'allongement de la durée légale de l'IVG doit être votée.

Pour l'application de la loi :
on ne lâchera pas !

Alors que la première loi sur l'égalité professionnelle fête ses **50 ans** cette année, les inégalités salariales persistent dans le privé et dans la Fonction publique : les agentes perçoivent toujours un salaire de **19% inférieur** à celui des agents (12,3% à équivalent temps plein). Pour la FSU, l'obligation « **à travail de valeur égale, salaire égal** » inscrite dans cette loi doit être appliquée maintenant !

Contre l'extrême droite :
on ne lâchera pas !

L'égalité salariale entre les femmes et les hommes est absente des débats de la campagne présidentielle. En revanche les candidat-es d'extrême droite portent des propositions à l'opposé des **valeurs d'émancipation des femmes**. La FSU rappelle que l'extrême-droite s'oppose toujours à leurs droits et que son **discours protecteur** des femmes contre des **ennemis inventés** masque en réalité de nouvelles attaques contre leurs acquis et leurs droits.

Contre toutes les violences sexistes et sexuelles : on ne lâchera pas !

Au moins **1 femme sur 3** déclare avoir été victime de harcèlement sexuel au travail. La lutte et la prévention contre les violences sexistes et sexuelles (VSS) nécessite des droits supplémentaires mais aussi des moyens.

Cela passe par :

- ☞ la **protection de l'emploi et de la carrière** des victimes (aménagement d'horaires, de poste, des congés, la possibilité d'une mobilité fonctionnelle ou géographique choisies, la prise en charge médico-sociale et psychologique des victimes sans frais...).
- ☞ la **formation** des professionnel-les, des représentant-es du personnel et par des campagnes de **sensibilisation** sur les lieux de travail.

Ce que nous avons obtenu :



la nomination des référent-es VSS du côté des représentant-es des personnels

La FSU exige

- ☞ le **financement** à la hauteur des enjeux de l'**axe 5** des plans d'action Égalité professionnelle avec notamment l'accompagnement et la protection globale de toutes les victimes.
- ☞ l'**abrogation du jour de carence** pour les femmes victimes de violences sexistes et sexuelles et de violences conjugales
- ☞ un partenariat avec des **organismes publics de logement** pour protéger les agentes victimes de violences conjugales.



La grève féministe késako ?

La grève féministe c'est la grève du travail salarié mais aussi la grève du travail invisible à la maison, notamment des tâches domestiques et/ou parentales. Elle dépasse le cadre habituel de la grève du travail pour l'étendre à d'autres secteurs de la vie sociale et familiale. La grève féministe a commencé en 2016 en Pologne pour lutter contre une loi très restrictive sur l'avortement. Elle a été reprise en Argentine en 2017 contre les violences et un mot d'ordre international de grève a été lancé. Elle s'est étendue en Espagne avec des millions de grévistes, en Italie, en Belgique, en Suisse.

La FSU, dans un cadre unitaire large, appelle à construire cette grève féministe.